

Unité interdépartementale Anjou Maine
Pôle Carrières et Matériaux
Rue du Cul d'Anon
Parc d'activités Angers / Saint Barthélemy
CS80145
49183 Saint Barthélemy d'Anjou Cedex

SAINT-BARTHÉLÉMY-D'ANJOU, le 1er décembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/11/2022

Contexte et constats

Publié sur



CARRIERES DE VOUTRE (Sté des)

Route de Sillé
Le Beausoleil
53600 VOUTRE

Affaire suivie par : GUESNE Nathalie

Téléphone : 02 43 67 88 70

Courriel : nathalie.guesne@developpement-durable.gouv.fr

Références : 2022_268_INSP_RAP_NG_Carrières-de-Voutré-DOLLON

Code AIOT : 0006303468

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/11/2022 dans l'établissement CARRIERES DE VOUTRE (Sté des) implanté Les Buttes et La Fassièrre 72390 DOLLON. L'inspection a été annoncée le 25/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES DE VOUTRE (Sté des)
- Les Buttes et La Fassièrre 72390 DOLLON
- Code AIOT : 0006303468
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

La carrière située aux lieux-dits "Les Buttes" et la "Fassièrre" à DOLLON est une sablière dont l'extraction des matériaux est prévue hors d'eau à la pelle. Elle est ouverte depuis l'octroi de l'arrêté d'autorisation du 6 juillet 2004 pour une durée de 30 ans.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Exploitation du site

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Production annuelle	Arrêté Préfectoral du 06/07/2004, article 31.4	/	Sans objet
3	Eaux de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 06/07/2004, article 23.3	/	Sans objet
4	Garanties financières	AP Complémentaire du 23/08/2022, article 3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Registre et plans	Arrêté Préfectoral du 06/07/2004, article 21	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La carrière a été très peu exploitée. L'activité carrière autorisée au titre de la rubrique 2510 de la nomenclature des installations classées est à justifier sans quoi l'arrêté préfectoral modifié n°04-3150 du 6 juillet 2004 pourrait être considéré caduc.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Production annuelle

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2004, article 3.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Production
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La production annuelle de la carrière n'excédera pas 180 000 tonnes de matériaux ; elle sera en moyenne de 90 000 tonnes
Constats : Depuis l'octroi de l'autorisation d'exploiter la carrière à Dollon aux lieux-dits "les Buttes" et "la Fassière"(arrêté préfectoral n°04-3150 du 6 juillet 2004), une seule campagne d'extraction de matériaux (sables) a eu lieu. Elle est intervenue après l'autorisation de changement d'exploitant au profit de la société des carrières de Voutré acté par l'arrêté préfectoral n°DCPPAT 2021-0171 du 23 août 2021. Elle a été réalisée en 2022 pour prospection commerciale. Elle concerne une superficie d'environ 3 000 m ² au niveau de la zone de phasage n°1. Aucune installation de traitement des matériaux n'est en place sur le site. Les sables extraits en 2022 ont rejoint le site de Voutré. L'exploitant explique qu'il reprend le site, que les modalités d'extraction des matériaux va dépendre de la rentabilité et du caractère commercialisable des sables extraits (mélange avec les sables de Voutré). Il n'envisage pas, dans l'immédiat, d'installer des installations de traitement sur le site. Il y a lieu que l'exploitant justifie de l'activité de la carrière sans quoi l'autorisation d'exploitée délivrée par l'arrêté préfectoral d'autorisation n°04-3150 du 6 juillet 2004 devient caduque (article 43 de l'arrêté préfectoral du 6 juillet 2004).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Registre et plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2004, article 21
Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un plan à une échelle n'excédant pas 1/2500ème doit être en permanence disponible sur la carrière. Sur ce plan sont reportées les indications suivantes : Les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ; Les bords de fouille ; Les couches de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ; Les zones remises en état ; La position des ouvrages visés à l'article 0 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. Ce plan doit être mis à jour au moins une fois par an.
Constats : L'exploitant dispose du plan correspondant aux prescriptions de l'article 21 du 6 juillet 2004. Il est visualisé lors de la visite d'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Eaux de ruissellement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2004, article 23.3
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux de surface
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux de ruissellement des aires de ravitaillement et d'entretien des engins sont collectées et sont dirigées vers un bassin de décantation, équipé d'un déshuileur/débourbeur. Les eaux de ruissellement de la plate forme de l'installation sont quant à elles dirigées vers un bassin d'infiltration de 160 m3. Après décantation ces eaux rejoignent le milieu naturel, sous réserve du respect des dispositions de l'article 23.4. Le circuit de collecte est conçu de telle manière qu'il ne puisse donner lieu à des pollutions accidentelles.
Constats : Un bassin de décantation a été mis en place. Il n'est pas fonctionnel (pas de réseau créé du fait de l'absence d'activité sur le site) et rempli de végétation. En fonction des justifications demandées au point de contrôle n°1, il y a lieu d'entretenir le bassin de décantation et de le rendre fonctionnel.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Garanties financières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/08/2022, article 3
Thème(s) : Situation administrative, Garantie financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 3 : Les prescriptions de l'article 5 de l'annexe 1 de l'arrêté d'autorisation n° 04-3150 du 06 juillet 2004, relative aux prescriptions relatives aux garanties financières est complété comme suit : « Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état de la carrière à chacun des termes de ces périodes est (montant défini avec comme référence l'indice TP01 d'octobre 2020 égal à 109,5) - phase 4 – 2019 – 2024 : 62 103 € - phase 5 – 2024 – 2029 : 63 415 € - phase 6 – 2029 – 2034 : 98 931 € »
Constats : Comme mentionné au point de contrôle n°1, la carrière n'a fait l'objet que d'une campagne d'exploitation depuis l'arrêté préfectoral du 6 juillet 2004. Cette campagne d'extraction a eu lieu en 2022 sur une surface de 3 000 m2 au niveau de la zone d'exploitation prévue en phase n°1 de l'arrêté du 6 juillet 2004. L'acte de cautionnement dont dispose l'inspection couvre la période du 14 juin 2021 au 6 juillet 2024 pour un montant de 91 452 €. Ce montant est supérieur au montant calculé de la phase 4 : 2019-2024. Il ne correspond pas à la réalité de l'exploitation du site. Avec les éléments de justification attendus relativement à l'exploitation du site ainsi qu'à la révision de son phasage d'exploitation (point de contrôle n°1), il y a lieu que l'exploitant fournisse un acte de cautionnement correspondant à l'activité du site.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet